

MINISTERE DES MINES
ET DES CARRIERES

BURKINA FASO

SECRETARIAT GENERAL

Unité - Progrès - Justice

DIRECTION GENERALE
DU CADASTRE MINIER

Arrêté N° **17 / 246** /MMC/SG/DGCM
portant renouvellement de l'autorisation
d'exploitation artisanale traditionnelle du site
aurifère de NYIEME, situé dans la province du
Ioba, à Monsieur **HEBIE Soumaïla**

LE MINISTRE DES MINES ET DES CARRIERES

VU la Constitution ;

VU la loi 036-2015/CNT, du 26 juin 2015 portant code minier du Burkina Faso

VU le décret n° 2016-001/PRES du 06 janvier 2016, portant nomination du Premier Ministre;

VU le décret n°2017-075/PRES/PM du 20 février 2017, portant remaniement du Gouvernement;

VU le décret n° 2016 - 027/PRES/PM /SGG - CM du 23 février 2016, portant organisation type des départements ministériels ;

VU le décret n°2017-0148/PRES/PM/SGG-CM du 23 mars 2017, portant attributions des membres du Gouvernement;

VU le décret n° 2017-221/ PRES/ PM/MMC du 24 avril 2017, portant organisation du Ministère des Mines et des Carrières ;

VU le décret n° 2017 - 0036/PRES/PM/MEMC/MATDSI/MINEFID/MEEVCC/MCIA du 26 janvier 2017, portant gestion des titres miniers et autorisations;

VU le décret n° 2017-023/PRES/PM/MEMC/MINEFID du 23 janvier 2017, portant fixation des taxes et redevances minières ;

VU l'Arrêté n°2017-000135/MMC/SG/DGCM du 07 septembre 2017 portant organisation, attributions, et fonctionnement de la Direction Générale du Cadastre Minier ;

VU l'arrêté n° 2002/056/MCE/SG/DGMGC du 23/07/2002 portant définition des formes des rapports d'activités des titulaires des titres miniers et des autorisations ;

VU l'arrêté n°2002/057/MCE/SG/DGMGC du 23/07/2002 portant définition des types de repère des sommets des périmètres des titres miniers et des autorisations ;

VU l'arrêté n°2002/058/MCE/SG/DGMGC du 28/07/2002 portant disposition applicables à la publicité relative à la libération de terrains objets de titres miniers et d'autorisations ;

VU la décision n° 15-001/MME/SG/DGCM du 03 septembre 2015 portant octroi de l'autorisation d'exploitation artisanale traditionnelle du site aurifère de NYIEME ;

VU la demande de Monsieur **HEBIE Soumaïla** enregistré le 19/06/2017 ;



Visa cf N° 061
du 19.12.2017

VU la lettre n°017-00578/MMC/SG/DGCM du 24/10/2017 portant invite à payer des droits fixes d'octroi ;

VU la quittance n°313469 du 10/11/2017 de paiement effectif des droits de renouvellement fixés à un million (1000 000) Francs CFA.

ARRETE

ARTICLE 1 : Il est renouvelé, l'autorisation d'exploitation artisanale traditionnelle pour l'or du site de **NYIEME**, situé dans le Département de **Dano**, Province du **Ioba**, à Monsieur **HEBIE Soumaïla**.

ARTICLE 2 : La superficie de l'autorisation d'exploitation objet de la présente décision est de 1 km².

Les coordonnées cartésiennes (X, Y) en UTM des sommets du périmètre de cette autorisation sont les suivantes :

Sommets		Y
A	507 120	1 246 800
B	508 120	1 246 800
C	508 120	1 245 800
D	507 120	1 245 800
Ellipsoïde : Clark 1880 Datum : Adindan Zone 30 N		

ARTICLE 3 : Le présent arrêté est valable pour une durée de deux (02) ans à compter de sa date de signature.

Elle n'est renouvelable que si le bénéficiaire est en règle au regard de la législation minière, de ses obligations fiscales et sous réserve de l'accord du détenteur du permis de recherche couvrant cette zone.

ARTICLE 4 : Monsieur **HEBIE Soumaïla**, bénéficiaire de l'autorisation d'exploitation artisanale, doit exploiter les substances minérales de façon rationnelle en respectant les normes de sécurité et d'hygiène, de préservation de l'environnement et de commercialisation des produits conformément à la réglementation en vigueur. L'utilisation des explosifs pour l'extraction et celle des produits chimiques pour la concentration sont prohibées.

Monsieur **HEBIE Soumaïla**, a l'obligation de remettre en état le site exploité.

ARTICLE 5 : Monsieur **HEBIE Soumaïla**, bénéficiaire de l'autorisation d'exploitation artisanale, est tenu d'adresser à la Direction Générale du Cadastre Minier, un rapport d'activités au terme de chaque trimestre calendaire et un rapport d'activités au terme de l'année calendaire. Le contenu de ces rapports doit être conforme à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 6 :

Monsieur **HEBIE Soumaïla** a l'obligation d'interdire l'accès du site aurifère aux enfants de moins de 18 ans.

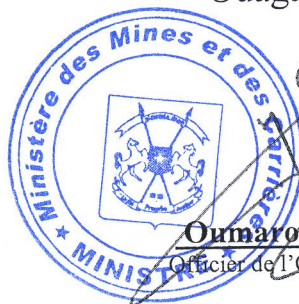
ARTICLE 7 :

Le présent arrêté sera publiée au journal Officiel du Faso et partout où besoin sera.

Ouagadougou, le 28 DEC 2017

Ampliations :

- 1- SP/CABINET
- 1-ITS
- 2-DGCM
- 1- DGMG
- 1-BUMIGEB
- 1- DGD/MINEFID
- 1-DGI / MINEFID
- 1-INTERESSE
- 1- GOUVERNORAT SUD OUEST
- 1- HC du Ioba
- 1- PREFECTURE DE Dano
- 1- MAIRIE DE LA COMMUNE DE Dano
- 1 - J.O.
- 1 - CLASSEMENT.



Oumarou IDANI

Officier de l'Ordre National